

Discours d'introduction

Christian COAIL

Session du 24 juin 2024

Mesdames et Messieurs,

Mes chers collègues,

Notre session s'inscrit dans un contexte particulier. Nous devons, en effet, débattre des sujets du Département alors que se profilent des élections législatives avec une extrême-droite en capacité de les remporter. Le Président qui se posait en rempart contre l'extrême-droite s'est transformé en son marche-pied. C'est une excentricité architecturale dont notre République se serait bien passée. Il n'y a pas à tergiverser. Il nous faut tout faire pour battre l'extrême-droite. J'entends dire certaines personnes que nous aurions tout essayé sauf elle. Mais qu'on me permette de rappeler une chose : l'extrême-droite a déjà gouverné notre pays. C'était dans les années 40 et, le moins que l'on puisse dire, c'est que cela ne s'est pas bien passé. Et, s'il est besoin de rappeler la parenté intellectuelle entre le RN et l'extrême-droite des années 40, il n'y a qu'à regarder les publications sur

les réseaux sociaux de certains candidats, dont une d'ailleurs en Côtes d'Armor, rendant hommage au Maréchal Pétain.

En parlant de l'extrême-droite et des menaces qu'elle fait planer sur notre démocratie, sous diverses formes, je veux avoir une pensée pour Christophe Deloire, Secrétaire général de Reporters sans frontières, qui nous a quittés il y a peu et qui avait subi des attaques violentes de sa part. Christophe Deloire, costarmoricain d'adoption, a été un défenseur inlassable de la liberté de la presse. Le Département des Côtes d'Armor avait engagé avec lui et Reporters sans frontières un partenariat fécond qui avait abouti, notamment, en février dernier à l'organisation d'un événement autour de l'éducation aux médias. Sa voix et son ardeur pour défendre le droit à l'information manqueront.

J'en profite, par ailleurs, pour exprimer mon soutien à Erwan Chartier, le rédacteur en chef du Poher, qui est encore victime d'attaques de la part de l'extrême-droite.

L'avenir de la République se joue, donc, dans cette campagne législative. Mais, dans cette enceinte, nous nous battons pour le présent et l'avenir de notre pacte social. Et là aussi il y a de quoi être inquiet. Nous alertons

depuis quelques temps déjà sur l'augmentation des besoins sociaux et, en parallèle, l'insuffisance des moyens accordés aux Départements pour y faire face. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est un constat général. Pas plus tard que la semaine dernière, l'observatoire de la décentralisation et de l'action sociale a publié un rapport dressant ce constat à l'échelle nationale et alertant sur des perspectives, notamment en 2024, qu'elle qualifie de « particulièrement préoccupantes ».

Cette situation nous a obligés à prendre certaines décisions et notamment à faire certaines économies. Ces économies ne sont pas un choix, ce n'est pas une volonté ni une remise en cause des dispositifs. Mais nous sommes obligés de privilégier nos compétences obligatoires dans le social. Et nous avons fait, par ailleurs, le choix de ne pas supprimer de politiques. Nous agissons en responsabilité et nous assumons nos décisions, même si elles sont difficiles. D'autres préfèrent user du ministère du verbe pour dire qu'il faut faire des économies tout en se gardant bien de dire lesquelles puis de tirer à boulet rouge lorsque des arbitrages sont pris et qu'ils sentent que le vent médiatique est porteur. C'est une conception de la politique. Ce n'est clairement pas la mienne.

Depuis 2021, nous agissons pour faire face à l'urgence sociale. Nous sommes allés au bout de ce que nos moyens nous permettent. 53 % d'augmentation du budget de la protection de l'enfance. Plus de 15 % celui de l'autonomie avec des plans de soutien exceptionnels pour les EHPAD et des efforts pour obtenir des crédits exceptionnels du Gouvernement. Un plan de soutien de 15 millions d'euros en faveur du logement social. Je note d'ailleurs, avec consternation, que le débat des législatives se polarise sur des polémiques plutôt que d'évoquer ces sujets essentiels pour notre société. Notre démocratie a besoin de discussions de fond et non d'agitations. On ne peut pas espérer régler les problèmes de notre société en réduisant le débat démocratique à un cirque médiatique permanent.

En attendant, malgré les difficultés, nous gardons le cap. Nous poursuivons une politique d'émancipation. C'est le cas avec le vote de notre candidature au dispositif Premières pages aujourd'hui, qui marque notre politique ambitieuse en faveur de la lecture publique et plus spécifiquement des très jeunes enfants dont les familles sont éloignées du livre. C'est le cas aussi avec la charte d'engagement « Pour mieux vivre ensemble dans notre Département » et le Conseil départemental des collégiens. J'en profite d'ailleurs pour saluer le collège des Cordeliers de

Dinan, qui est le lauréat de cette première édition et qui va nous présenter son projet. Nous poursuivons également notre politique visant à aménager durablement et de manière équilibrée les Côtes d'Armor. C'est le cas avec les pactes locaux des mobilités et le schéma de développement touristique. Nous poursuivons, enfin, notre politique solidaire, comme le montrent le schéma d'accessibilité numérique et l'appel à projets « lutte contre les précarités alimentaires » qui sont présentés aujourd'hui. A travers tous ces rapports, ce sont bien les Côtes d'Armor de demain que nous construisons.

Je vous remercie.